



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240223-2302202410-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/02/2024

Publication : 01/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 23 février 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur MAYER-ROSSIGNOL

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

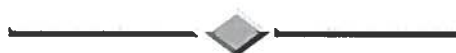
Étaient représentées :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 février 2024



7 DEMANDE DE SUBVENTION A LA MILDECA EN FAVEUR DU PROJET ' PERSONNES ÂGÉES ET PRATIQUES ADDICTIVES ' PORTE PAR LE CLIC ET LES RÉSIDENCES AUTONOMIE DU CCAS DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Ce projet développé depuis 2022, par le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés de Rouen et le service des Résidences Autonomie du CCAS de Rouen en partenariat avec l'association « La Boussole » s'appuie sur les précédentes actions mises en place depuis 2017 par le CLIC et la Boussole dans le cadre de la prévention des pratiques addictives chez les personnes âgées. Ces actions avaient été interrompues en 2020 et 2021 en raison de la crise sanitaire.

Ce projet fait suite aux constats faits depuis 2016 dans le cadre du diagnostic territorial de la MAIA Rouen Rouvray sur les difficultés d'accès aux soins rencontrées par les personnes âgées souffrant de conduites addictives, et les besoins exprimés par les professionnels sur la nécessité d'acquérir des outils adaptés afin de mieux appréhender ce public. Le Service des Aînés (SDA) a souhaité reconduire les actions précédemment initiées afin de s'inscrire dans une approche de prévention, de soins et de réduction des risques.

DÉLIBÉRATIONS

En 2023, plusieurs actions ont été mises en œuvre par le CLIC, les Résidences Autonomie et la Boussole afin de répondre à ces besoins :

- Mise en place d'actions collectives de prévention autour des compétences psychosociales en résidences autonomie ;
- Permanences du Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de drogue (CAARRUD) au sein de 2 résidences autonomie ;
- Formation et sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées rencontrant des conduites addictives en faveur des professionnels du domicile intervenant au sein des résidences autonomie, des Services d'Aide à Domicile et des Services de Soins Infirmiers à Domicile de la Ville ;
- Formation des travailleurs sociaux du CLIC, des résidences autonomie et du Service d'Action et d'Insertion Sociale du CCAS intervenant auprès de personnes âgées rencontrant des problématiques d'addiction à l'entretien motivationnel, méthode d'intervention permettant d'accompagner les publics fragiles souffrant d'addiction et de les positionner en tant qu'acteurs de leur projet de vie ;
- Mise en place d'un dispositif d'appui de la Boussole en faveur des professionnels du CLIC et des résidences autonomie par le biais d'une fiche de liaison afin d'apporter une expertise face à des problématiques complexes.

Afin d'inscrire cette démarche dans le temps, la Prévention et la Réduction Des Risques et des Dommages (RDRD) autour des pratiques addictives ont été ajoutées dans les projets d'établissement des résidences autonomie. La convention entre le Service des Aînés et la Boussole a également été renouvelée en avril 2023.

Parmi les constats faits suite à la mise en œuvre de ce projet, figure la nécessité de poursuivre le renforcement des compétences des professionnels du domicile et de l'accompagnement social autour des problématiques d'addiction et de développer le travail de coordination entre ces derniers et les professionnels de la Boussole, experts en addictologie.

La poursuite du projet s'inscrit dans les objectifs du Projet Régional de Santé 2018-2023 (parcours de santé et de vie prioritaire : personnes âgées en perte d'autonomie), du Schéma Départemental de l'Autonomie de Seine-Maritime dans ses axes 2 et 3, mais également dans les objectifs stratégiques 3 et 5 du Contrat Local de Santé de la ville de Rouen 2022-2025.

L'objectif général de l'action est de favoriser la prise en compte des pratiques addictives dans les accompagnements proposés aux personnes âgées, dans une démarche de prévention et de réduction des risques sur le territoire de Rouen.

Les résultats attendus sont :

- Le développement d'une culture commune chez les professionnels du secteur gérontologique ;
- L'apport ou le renforcement de la démarche de réduction des risques et des dommages ;
- Le renforcement des actions de prévention collectives autour des pratiques addictives ;

DÉLIBÉRATIONS

- Le développement des collaborations en matière d'accompagnement des consommations en résidence et à domicile ;
- Le renforcement des partenariats entre les acteurs de l'addictologie et les acteurs de la gérontologie.

Objectifs opérationnels :

- Organiser une séance de supervision à l'entretien motivationnel à destination des professionnels ayant participé à la formation initiale en 2022 et la formation de perfectionnement en 2023 ;
- Initier/renforcer la réflexion autour de l'accompagnement des pratiques addictives sur le territoire en proposant deux nouvelles sessions de sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées souffrant d'addictions ainsi qu'une session d'approfondissement ;
- Poursuivre le développement du partenariat avec la Boussole grâce à des interventions en résidence autonomie et à domicile et la participation de ce service aux commissions pluridisciplinaires des CLIC et aux commissions d'admission des résidences autonomie.

La déclinaison de ces objectifs nécessite un budget global de 5620 euros.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur l'opportunité de répondre à l'appel à projet de l'ARS et la MILDECA afin de solliciter une subvention de 5620€ permettant d'améliorer l'accompagnement des conduites addictives chez le sujet âgé et d'autoriser Madame La Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer la demande de subvention.

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20B du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU les préconisations des dernières évaluations externes de la qualité du CLIC et des résidences autonomie visant à développer les actions de prévention des conduites addictives et de réduction des risques et des dommages chez le sujet âgé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère le CLIC de Rouen ayant pour mission de favoriser l'autonomie des personnes âgées et de proposer des actions d'accompagnement et de prévention santé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère les 4 résidences autonomie,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen à répondre à l'appel à projet de l'ARS et de la MILDECA afin de solliciter une subvention de 5620€ et à signer la demande de subvention.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa BARTEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.